A°. 1913. N°. 15.



PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de op 11 Januari 1912 te 's Gravenhage *gesloten consulaire overeenkomst met de republiek* Panama.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 28 Februari 1913, Afd. A^3 en B, N°. 54/72, waaruit blijkt dat de op 11 Januari 1912 te *'s Gravenhage* tusschen *Nederland* en de republiek *Panama* gesloten consulaire overeenkomst door de Koningin is bekrachtigd en dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging den 10n. Januari 1913 heeft plaats gehad, zoodat het verdrag op den 11n. April 1913 van kracht zal worden;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde overeenkomst zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraangehechten afdruk van de overeenkomst en van de vertaling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 31n. Maart 1913.

NUYENS.

De Gouvernements-Secretaris,

J. F. HAAIJEN.

Uitgegeven den 2n. April 1913.
De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Panama et assurer aux relations de commerce établies entre les deux nations le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement du Panama, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires du Panama dans les principaux ports des Colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale, déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans les dites Colonies.

A cet effet Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé le Jonkheer DE MAREES VAN SWINDEREN, Son chambellan, Son Ministre des Affaires Etrangères;

et Son Excellence le Président de la République du Panama Monsieur EUSEBIO A. MORALES, Chargé d'affaires de la République près le Gouvernement des Pays-Bas,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls en Agents Consulaires du Panama seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou Colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Panama seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la Colonie indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette Colonie, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur de la Colonie, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs functions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la Colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: "Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire du Panama".

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demand ne pourra être adressée au Gouvernement Néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

A défaut d'un tel agent, le Consul-Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire, peut en prouvant l'urgence faire lui-même la demande au Gouverneur de la Colonie, en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les Colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la Colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires du Panama naufragés sur les côtes d'une des Colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Panama.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déser-

teurs des navires du Panama, marchands ou de guerre, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit, ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un sujet du Panama vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises, chargées d'après les lois de la Colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Panama seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris

ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la Colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquilité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage, ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'au Panama les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Panama, qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Panama jouiront de tous les autres privilèges, exemption et immunités dans les Colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ème jour après l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de douze mois ou plus tôt si faire se peut.

A moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double exemplaire, à La Haye, le 11 janvier mil neuf cent douze.

L. S. R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

L. S. EUSEBIO A. MORALES.

Vertaling.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, wenschende, eensdeels, de tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Panama bestaande vriendschapsbanden hechter te maken en aan de tusschen beide volken gevestigde handelsbetrekkingen de meest mogelijke uitbreiding te verzekeren,— en anderdeels daarbij tevens genegen om aan het door de Regeering van Panama te kennen gegeven verlangen te voldoen, heeft toegestemd in het toelaten van consulaire ambtenaren van Panama in de voornaamste havens der Nederlandsche koloniën, onder voorbehoud evenwel deze vergunning te regelen bij een bijzonder verdrag, waarbij de rechten, verplichtingen en vrijdommen dier consulaire ambtenaren in de gezegde koloniën duidelijk en nauwkeurig worden omschreven.

Te dien einde heeft Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden benoemd Jonkheer de Marees van Swinderen, Hoogstderzelver Kamerheer en Minister van Buitenlandsche Zaken,

en Zijne Excellentie de President der Republiek Panama den Heer Eusebio A. Morales, Zaakgelastigde der Republiek bij de Nederlandsche Regeering,

die, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Er worden Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Panama toegelaten in al de havens van de overzeesche bezittingen of koloniën der Nederlanden, welke open zijn voor de schepen van alle landen.

Artikel 2.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Panama worden beschouwd als handelsagenten

ter bescherming van den handel hunner landgenooten in hun consulair ressort. Zij houden verblijf in de haven der kolonie in hunne commissie genoemd en zijn onderworpen zoowel aan de burgerlijke als aan de strafwetten dier kolonie, behoudens de uitzonderingen, die dit verdrag te hunnen gunste vaststelt.

Artikel 3.

Alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden toegelaten en het genot te hebben van de vrijdommen, die daaraan verbonden zijn, moeten de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie overleggen, houdende aanwijzing van hun consulair ressort en van hun standplaats.

Zoodra het exequatur medeonderteekend is door den Gouverneur der kolonie, hebben de genoemde consulaire ambtenaren van allen rang recht op de bescherming der Regeering en op den bijstand der plaatselijke overheid ter verzekering van de vrije uitoefening van hunne werkzaamheden.

De Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor het exequatur in te trekken of het te doen intrekken door den Gouverneur der kolonie, met opgave der redenen van dien maatregel.

Artikel 4.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn bevoegd boven de buitendeur hunner woning een schild te plaatsen met het wapen van hunne Regeering, voorzien van het opschrift: Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van Panama.

Het is wel te verstaan dat dit uitwendig teeken nooit zal kunnen worden beschouwd als gevende recht van asyl, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat echter vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek beschermd zijn, en dat geen overheid of ambtenaar die op eenigerlei wijze of onder eenig voorwendsel zal kunnen onderzoeken, in beslagnemen of inzage er van nemen.

Artikel 6.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn met geenerlei diplomatieke waardigheid bekleed.

Geene aanvrage kan tot de Nederlandsche Regeering worden gericht anders dan door tusschenkomst van den diplomatieken agent te 's Gravenhage gevestigd.

Bij ontstentenis van dezen kan de Consul-Generaal, Consul, Vice-Consul of Consulaire Agent zelf de aanvrage doen aan den Gouverneur der kolonie, onder bewijs van het dringende der zaak en met uiteenzetting der redenen waarom de aanvrage niet kan worden gedaan aan de ondergeschikte overheden, of aantoonende dat vroegere tot die overheden gerichte aanvragen zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

Het door de consulaire ambtenaren afgegeven of voor gezien geteekend paspoort ontslaat den houder geenszins van de verplichting om zich te voorzien van alle de stukken, door de wetten of plaatselijke reglementen tot het reizen of zich vestigen in de koloniën gevorderd, en laat onverkort het recht, dat het Gouvernement der kolonie bezit, om er het verblijf te ontzeggen aan, of er de verwijdering te gelasten van den persoon in het bezit van een paspoort.

Artikel 8.

Alle verrichtingen tot redding van Panameesche schepen, welke schipbreuk geleden hebben op de kust van eene der Nederlandsche koloniën, worden bestuurd door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire ambtenaren van Panama.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden geschiedt alleen om de orde te handhaven, om te waken voor de belangen der bergers, indien zij niet tot de bemanning der verongelukte schepen behooren, en om de uitvoering te verzekeren van de bepalingen, welke bij den in- en uitvoer van de geredde goederen nageleefd moeten worden.

Bij afwezigheid en tot aankomst van de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten, moeten de plaatselijke overheden overigens alle noodige maatregelen nemen

voor de bescherming der personen en tot behoud der goederen van het verongelukte schip.

Daarenboven is overeengekomen dat van de geredde goederen geenerlei in- en uitgaande rechten verschuldigd zijn, tenzij zij tot het binnenlandsch verbruik worden toegelaten.

Artikel 9.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten kunnen de hulp inroepen van de plaatselijke overheden voor het aanhouden, gevangennemen en in verzekerde bewaring houden van deserteurs van Panameesche koopvaardij of oorlogsschepen, voor zoover de uitlevering van deserteurs van bedoelde schepen bij verdrag is bedongen.

Te dien einde wenden zij zich schriftelijk tot de bevoegde ambtenaren en indien door het scheepsregister, de monsterrol of elk ander authenthiek stuk het bewijs geleverd wordt, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van de bemanning, zal de uitlevering worden toegestaan, tenzij de betrokken persoon Nederlandsch onderdaan zij.

De plaatselijke overheden zijn gehouden gebruik te maken van alle in hunne macht zijnde middelen tot aanhouding der deserteurs. Na hunne aanhouding worden deze laatsten ter beschikking gesteld van de genoemde consulaire ambtenaren, en kunnen, op aanvrage en op kosten van degenen die hen opeischen, gevangen worden gehouden om vervolgens terug te worden gezonden aan boord der schepen tot welke zij behooren of aan boord van een ander schip van dezelfde natie. Indien echter deze deserteurs niet teruggezonden zijn binnen drie maanden van af den dag hunner aanhouding, worden zij in vrijheid gesteld en kunnen om dezelfde redenen niet weder in hechtenis worden genomen.

Intusschen wordt de uitlevering van een deserteur, die eenig strafbaar feit gepleegd mocht hebben, opgeschort totdat de betrokken Koloniale of Nederlandsche rechtbank uitspraak heeft gedaan en daaraan uitvoering is gegeven.

Artikel 10.

Wanneer een Panameesch onderdaan komt te overlijden, zonder bekende erfgenamen of uiterste wilsuitvoerders na te laten, geven de Nederlandsche overheden, krachtens de wetten

der kolonie met het beheer van den boedel belast, daarvan kennis aan de consulaire ambtenaren, ten einde de noodige inlichtingen aan de belanghebbenden te doen toekomen.

Artikel 11.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Panama zijn op verzoek van den gezagvoerder of van dengene die hem vervangt, uitsluitend belast met de handhaving der inwendige tucht aan boord van de koopvaardijschepen hunner natie.

Zij zijn uitsluitend bevoegd tot kennisneming van alle geschillen ontstaan op zee of in de haven tusschen den schipper, de officieren en de overige leden der bemanning met inbegrip van die, welke betrekking hebben op de regeling der gage en de uitvoering der wederzijds aangegane verbintenissen.

De rechtbanken of andere overheden der kolonie mogen zich uit geenerlei hoofde in die geschillen mengen, tenzij deze van dien aard mochten zijn dat de openbare rust en orde aan wal of in de haven daardoor mocht worden verstoord, of dat personen, niet tot de bemanning behoorende, daarin mochten betrokken zijn.

Artikel 12.

Voor zoover in Panama aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Nederland wederkeerig dezelfde gunsten worden toegestaan, zijn de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Panama, welke, behoudens zoover hun consulairen werkkring betreft, geen handel drijven, geen betrekking hebben en geen beroep uitoefenen, vrijgesteld van inkwartiering, personeele belasting en van alle Rijks- of gemeentelijke belasting van personeelen aard, tenzij zij Nederlandsch onderdaan zijn of reeds tijdens hunne benoeming in Nederland of zijne koloniën en bezittingen woonachtig waren. Die vrijdom kan zich nooit uitstrekken tot in- en uitgaande rechten of andere indirecte of reëele belastingen.

Artikel 13.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Panama zullen in de Nederlandsche koloniën genieten van alle andere voorrechten, vrijstellingen en vrij-

dommen, welke in het vervolg aan de Agenten van denzelfden rang van de meest begunstigde natie mochten worden toegekend.

Artikel 14.

Dit verdrag zal van kracht blijven gedurende een termijn van vijf jaren van af den 90sten dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welke zal plaats vinden binnen den termijn van twaalf maanden of zoo mogelijk vroeger.

Tenzij een der Hooge contracteerende Partijen aan de andere Partij ten minste één jaar vóór het verloop van gezegden termijn, haar voornemen mocht te kennen geven om de werking ervan te doen ophouden, zal het verdrag van kracht blijven gedurende één jaar te rekenen van de opzegging door een der Hooge contracteerende Partijen.

Ten blijke waarvan, de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te 's Gravenhage, den 11den Januari van het jaar een duizend negenhonderd en twaalf.

(*L. S.*) R. de Marees van Swinderen.
(*L. S.*) Eusebio A. Morales.